

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22785]

16 DECEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de gewogen gemiddelde brutokosten van een personeelslid van een hogeschool per ambtsgroep voor het jaar 2022

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, artikel 29;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 betreffende de organisatie van de interne begrotings- en boekhoudkundige controle en audit, alsmede de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers en tot regeling van de ondertekening van de regeringsakten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 december 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 december 2021;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De jaarlijkse gewogen gemiddelde brutokosten van een personeelslid van een hogeschool worden voor de volgende ambtsgroepen en voor het jaar 2022 als volgt vastgesteld :

1) a) voor meester-assistenten die zijn benoemd of aangewezen in het hoger onderwijs van het korte type : 73.087 euro;

b) voor meesters praktische opleiding en hoofdmeesters praktische opleiding : 64.543 euro;

c) voor master-assistenten die zijn benoemd of aangewezen in het hoger onderwijs van het lange type : 71.155 euro;

2) a) voor docenten en werkleiders : 89.121 euro;

b) voor hoogleraren en hoofden van studie bureaus : 107.039 euro;

3) voor directeurs en directeur-presidenten : 99.885 euro;

4) a) voor de leden van het administratief personeel : 54.444 euro;

b) voor de leden van het opvoedingshulppersoneel : 63.210 euro.

Art. 2. De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, de Promotie van Brussel, Jeugd en Sport, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Brussel, 16 december 2021.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, de Promotie van Brussel, Jeugd en Sport,
V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/22850]

16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les catégories de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement au regard des finalités des espaces numériques et définissant les catégories de données à transmettre par les services du Gouvernement aux écoles en application des articles 6 et 11 du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, l'article 6, § 1er, et l'article 11, § 1er, alinéa 2;

Vu le test genre du 8 juin 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation avec les organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire conformément à l'article 7, § 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française, conclu en date du 31 août 2020;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 17 septembre 2020;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie—Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs en application de l'article 1.6.5—6, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 28 octobre 2020;

Vu l'avis n° 108/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 5 novembre 2020 en application des articles 23 et 26 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et en application de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu l'avis 68.621/2 du Conseil d'État, donné le 27 janvier 2021 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « décret gouvernance numérique » : le décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire;

2° « identification » : le processus de collecte et de validation d'un ensemble d'attributs d'identité visant à identifier une personne physique dans un contexte particulier;

3° « authentification » : le processus permettant de vérifier qu'un utilisateur est bien le propriétaire d'une identité numérique donnée lors de l'accès à une ressource numérique; l'utilisateur doit présenter des titres d'authentification qui seront validés dans le processus d'authentification;

4° « usagers » : les pouvoirs organisateurs, les directeurs, les Fédérations de pouvoirs organisateurs et les membres des personnels de l'enseignement tel que défini à l'article 1er, § 2, 10°, du décret du 25 avril 2019;

5° « consolidation » : le regroupement de données organisées logiquement ou liées entre elles;

6° « variable » : propriété représentant une population donnée ou pouvant être comparée à l'ensemble d'une population donnée;

7° « RGPD » : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE tel que défini à l'article 1er, § 2, 3°, du décret du 25 avril 2019;

8° « communication » : prise de contact avec les usagers par tous moyens de communication;

9° « navigation » : action de passer d'une information à une autre dans un environnement numérique;

10° « traçabilité » : action de retracer l'historique de l'accès d'un usager dans les espaces numérique visés à l'article 4 du décret gouvernance numérique;

11° « numéro de matricule » : le numéro d'identification unique attribué à chaque membre des personnels de l'enseignement.

Art. 2. § 1er. La catégorie de données à caractère personnel, prévue à l'article 6, § 1er, du décret gouvernance numérique et faisant l'objet d'un traitement en application d'une disposition légale, décréte ou réglementaire et qui est nécessaire au regard des finalités des espaces numériques visés à l'article 4 du décret gouvernance numérique, est relative aux données d'identification et d'authentification des usagers des espaces.

Les données d'identification et d'authentification sont divisées en trois sous-catégories de données nécessaires afin d'assurer la gestion de la fonctionnalité des espaces numériques :

1° les données strictement relatives à l'identification et à l'authentification;

2° les données relatives à la communication;

3° les données relatives à la navigation et à la traçabilité.

§ 2. Les données strictement relatives à l'identification et à l'authentification comprennent les données suivantes :

* numéro de Registre national;

* numéro de matricule de membre des personnels de l'enseignement;

* identifiant en ligne;

* nom et prénom;

* sexe;

* certificat d'authentification de l'eID;

* lieu de naissance;

* pays de naissance;

* date de naissance;

* adresse e-mail;

* lien organisationnel;

* fonction;

* adresse professionnelle,

* adresse privée;

* permissions.

Les données de communication comprennent les données suivantes :

* adresse postale;

* informations de contact relatives à un moyen de communication;

* adresse de courrier électronique;

* contenu des communications, à destination et à l'origine des usagers, relatives aux comptes et aux démarches d'accès aux espaces numériques.

Les données de navigation et de traçabilité comprennent les données suivantes :

* l'adresse IP qui est attribuée lors de la connexion;

- * les dates de création et de modification du compte;
- * le lieu de connexion;
- * la date et l'heure d'accès;
- * les pages consultées et le type de navigateur (browser) utilisé;
- * la plate-forme et/ou le système d'exploitation installé sur le terminal de l'utilisateur;
- * le moteur de recherche ainsi que les mots-clés utilisés pour retrouver le site;
- * les fichiers téléchargés;
- * les informations nécessaires afin d'assurer la sécurité des traitements relatifs aux accès aux espaces numériques, dès lors que ces données permettent de journaliser les accès et de prévoir les procédures de gestion d'éventuels incidents.

§ 3. Les données décrites au § 2 sont conservées de manière active dans un espace de stockage sécurisé tant que l'utilisateur de la plateforme y possède un compte actif.

Lorsqu'un compte est clôturé, les données prévues à l'article 2 sont conservées de manière passive pendant 6 mois dans un espace de stockage sécurisé.

Au terme du délai de 6 mois, seules les données nécessaires au respect des obligations légales du responsable du traitement en tant qu'autorité publique ou au regard de ses missions, sont archivées sans précision de limitation de durée dans un espace de stockage sécurisé, sans préjudice des réglementations qui s'appliqueraient.

Par exception, les données relatives aux traces d'accès : date, heure, identifiant du compte, adresse IP, URL appelée, navigateur, OS sont conservées 5 ans à partir du moment où ces données sont générées.

Les cookies ont également des durées de conservations spécifiques.

Art. 3. Les bases de données nécessaires à l'exploitation des espaces numériques prévus à l'article 4, § 1er, du décret gouvernance numérique sont les bases de données suivantes du Ministère de la Communauté française :

1° les bases de données créées en application de dispositions décrétales ou réglementaires :

* IAM (Identity and Access Management): Système de gestion des Identités et des accès via l'infrastructure CERBERE;

* MIMESIS (Référentiel des tiers) : Solution qui permet à la Direction du Support Informatique (DSI) du MFWB de gérer les données communes et partagées des tiers;

* SENS (signalétique des enseignants) : Gère les signalétiques (nom, adresse, diplômes...) des membres du personnel enseignant;

2° les bases de données créées à partir des informations fournies par les pouvoirs organisateurs ou Fédérations de pouvoirs organisateurs afin de désigner les personnes physiques placées sous leur autorité qui sont dument habilitées à accéder en leur nom à l'espace numérique, conformément à l'article 4, § 1er, du décret gouvernance numérique :

* MODE (modèle de délégations) : Outil de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la gestion des accès aux applications du pouvoir régulateur. Il s'adresse aux membres des pouvoirs organisateurs des écoles et des centres PMS ainsi qu'aux membres du personnel de ces diverses institutions;

* DRS (Dimona et Déclaration des Risques sociaux) : Gère les déclarations à l'emploi et les déclarations des risques sociaux du personnel enseignant;

* SENS (signalétique des enseignants) : Gère les signalétiques (nom, adresse, diplômes...) des membres du personnel enseignant;

* RL10 (moteur de paie) : Programme mainframe gérant la paie des membres du personnel enseignant;

* FASE (Fichier des Adresses et des Structures des Etablissements) : Gère les données signalétiques et la structure des pouvoirs organisateurs, des établissements scolaires et de leurs implantations, pour l'ensemble des réseaux, niveaux et genres d'enseignement, en ce compris les centres PMS, les internats et divers organismes liés à l'enseignement;

3° les bases de données créées à partir des données de communication et de navigation obtenues dans le cadre de l'exploitation des espaces numériques prévus à l'article 4, § 1er, du décret gouvernance numérique.

Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est habilité à adapter la liste de bases de données ci-dessus en fonction des évolutions futures.

Art. 4. § 1er. Les données à transmettre par les services du Gouvernement aux écoles prévues à l'article 11 § 1er, alinéa 2, du décret gouvernance numérique, sont celles nécessaires à la consolidation des informations échangées au moyen de l'espace numérique visé à l'article 4, § 1er, 1°, du décret gouvernance numérique et à la réalisation de ces échanges.

Ces données comprennent :

1. des données relatives à la structure, à l'encadrement et à la population scolaire, reprenant les éléments tant quantitatifs que qualitatifs décrivant la structure, l'encadrement et la population scolaire de l'école;

2. des variables relatives aux apprentissages, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux savoirs et aux compétences de l'élève et aux certifications obtenues;

3. des variables relatives au climat d'école, prenant en compte des caractéristiques liées au climat de l'école;

4. des variables relatives à la dynamique collective, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux personnels de l'école;

5. des variables relatives au parcours des élèves, reprenant l'ensemble de variables prenant en compte les caractéristiques liées aux trajectoires temporelles des élèves dans leur parcours scolaire.

Art. 5. Le présent arrêté entre vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22850]

16 DECEMBER 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de categorieën van persoonsgegevens die verwerkt worden met het oog op de doeleinden van digitale ruimtes en tot vaststelling van de categorieën van gegevens die door de diensten van de Regering aan de scholen moeten worden doorgegeven met toepassing van de artikelen 6 en 11 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs, artikel 6, § 1, en artikel 11, § 1, tweede lid;

Gelet op de gendertest van 8 juni 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap, afgesloten op 31 augustus 2020;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen binnen het onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de werknemers die onder deze overheid ressorteren, gesloten op 17 september 2020;

Gelet op het onderhandelingsprotocol binnen het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, Wallonie—Bruxelles Enseignement en de federaties van de inrichtende machten met toepassing van artikel 1.6.5—6, tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, afgesloten op 28 oktober 2020;

Gelet op het advies nr. 108/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 5 november 2020 met toepassing van de artikelen 23 en 26 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit en met toepassing van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het advies 68.621/2 van de Raad van State, gegeven op 27 januari 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « decreet digitaal bestuur » : het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs;

2° « identificatie » : het proces voor het verzamelen en het valideren van een reeks identiteitskenmerken met als doel de identificatie van een natuurlijke persoon in een bepaalde context;

3° « authenticatie » : het proces om te controleren dat een gebruiker de eigenaar is van een bepaalde digitale identiteit bij toegang tot een digitale hulpbron; de gebruiker moet authenticatiegegevens voorleggen die gevalideerd in het authenticatieproces zullen worden;

4° « gebruikers » : de inrichtende machten, de directeurs, de Federaties van inrichtende machten en de leden van het onderwijzend personeel, zoals bepaald in artikel 1, § 2, 10°, van het decreet van 25 april 2019;

5° « consolidering » : het groeperen van gegevens die logisch zijn georganiseerd of aan elkaar zijn gekoppeld;

6° « variabele » : een eigenschap die een bepaalde bevolking vertegenwoordigt of die kan worden vergeleken met het geheel van een bepaalde bevolking;

7° « AVG » : de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, zoals bepaald in artikel 1, § 2, 3°, van het decreet van 25 april 2019;

8° « communicatie » : contact leggen met gebruikers via alle communicatiemiddelen;

9° « navigatie » : actie om van de ene informatie naar de andere te gaan in een digitale omgeving;

10° « traceerbaarheid » : actie om het chronologisch overzicht van de toegang van een gebruiker tot de digitale ruimten na te gaan, zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet digitaal bestuur;

11° « stamnummer » : het unieke identificatienummer dat aan elk lid van het onderwijzend personeel wordt toegekend.

Art. 2. § 1. De categorie van persoonsgegevens bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet digitaal bestuur die verwerkt worden met toepassing van een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling met het oog op de doeleinden van digitale ruimtes bedoeld in artikel 4 van het decreet digitaal bestuur, heeft betrekking op de identificatie- en authenticatiegegevens van de gebruikers van de ruimtes.

De identificatie- en authenticatiegegevens worden onderverdeeld in drie categorieën van gegevens die nodig zijn om de functionaliteit van digitale ruimtes te beheren :

- 1° de gegevens die strikt betrekking hebben op de identificatie en de authenticatie;
- 2° de gegevens betreffende de communicatie;
- 3° de gegevens betreffende de navigatie en de traceerbaarheid.

§ 2. De gegevens die strikt betrekking hebben op de identificatie en de authenticatie omvatten de volgende gegevens :

- * het Rijksregisternummer;
- * het stamnummer van het lid van het onderwijzend personeel;
- * het online identificatiemiddel;
- * de naam en de voornaam;
- * het geslacht;
- * het authenticatiecertificaat van eID;
- * de geboorteplaats;
- * het geboorteland;
- * de geboortedatum;
- * het e-mailadres;
- * de organisatorische link;
- * de functie
- * het beroepsadres,
- * het privé-adres;
- * de machtigingen.

De communicatiegegevens omvatten de volgende gegevens :

- * het postadres;
- * de contactinformatie met betrekking tot een communicatiemiddel;
- * het adres van de elektronische briefwisseling;
- * de inhoud van de communicatie, naar en van de gebruikers, met betrekking tot de accounts en de procedures voor de toegang tot de digitale ruimtes.

De gegevens inzake navigatie en traceerbaarheid omvatten de volgende gegevens :

- * het IP-adres dat toegekend wordt bij de verbinding;
- * de datum van de creatie en de wijziging van het account;
- * de verbindingsplaats;
- * de toegangsdatum en het toegangsuur;
- * de geraadpleegde pagina's en het gebruikte type navigatiesysteem (browser);
- * het platform en/of het exploitatiesysteem dat op de terminal van de gebruiker wordt geïnstalleerd;
- * de zoekmachine alsook de gebruikte trefwoorden om de site te vinden;
- * de gedownloade bestanden;
- * de informatie die nodig is om de beveiliging van de verwerkingen met betrekking tot de toegang tot digitale ruimtes te waarborgen zolang deze gegevens het mogelijk maken om de toegang te loggen en procedures te plannen voor het beheer van eventuele incidenten.

§ 3. De gegevens beschreven in § 2 worden actief bewaard in een beveiligde opslagruimte zolang de gebruiker van het platform daar een actief account heeft.

Wanneer een account gesloten wordt, worden de gegevens bedoeld in artikel 2 gedurende 6 maanden passief in een beveiligde opslagruimte bewaard.

Na een termijn van 6 maanden worden alleen de gegevens die nodig zijn om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen van de verantwoordelijke voor de verwerking als openbare overheid of met betrekking tot zijn opdrachten, gearchiveerd zonder enige tijdslimiet in een beveiligde opslagruimte, onverminderd de regelgevingen die van toepassing zouden zijn.

Bij wijze van uitzondering worden de gegevens met betrekking tot de toegangssporen : datum, uur, identificatiemiddel van het account, IP-adres, URL navigator genoemd, OS 5 jaar bewaard vanaf het ogenblik dat deze gegevens gegenereerd zijn.

Cookies hebben ook specifieke bewaartermijnen.

Art. 3. De databanken die nodig zijn voor de verwerking van digitale ruimtes bedoeld in artikel 4, § 1, van het decreet digitaal bestuur, zijn de volgende databanken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap :

- 1° de databanken ontwikkeld met toepassing van de decretale of reglementaire bepalingen :

- * IAM (Identity and Access Management): Systeem voor het beheer van de Identiteiten en toegangen via de infrastructuur CERBERE;

* MIMESIS (Referentiesysteem van derden) : Oplossing waarmee de Directie IT-hulpafdeling (DSI) van het ministerie van de Federatie Wallonië Brussel gemeenschappelijke en gedeelde gegevens van derden kan beheren;

* SENS (persoonlijke gegevens van de leerkrachten) : beheert de persoonlijke gegevens (naam, adres, diploma's...) van de leden van het onderwijzend personeel;

2° de databanken die ontwikkeld worden op basis van de informatie die door de inrichtende machten of de federaties van inrichtende machten wordt verstrekt om de onder hun gezag geplaatste natuurlijke personen aan te wijzen die naar behoren gemachtigd zijn om in hun naam toegang te krijgen tot de digitale ruimte, overeenkomstig artikel 4, § 1, van het decreet digitaal bestuur:

* MODE (model van machtigingen) : Hulpmiddel van de Federatie Wallonië Brussel voor het beheer van de toegang tot de toepassingen van de regelgevende instantie. Het is gericht aan de leden van de inrichtende machten van scholen en PMS-centra, evenals aan de personeelsleden van deze verschillende instellingen;

* DDRS (Dimona en Aangiften sociale risico's) : beheert de aangiften werkgelegenheid en aangiften sociale risico's van het onderwijzend personeel;

* SENS (persoonlijke gegevens van de leerkrachten) : beheert de persoonlijke gegevens (naam, adres, diploma's...) van de leden van het onderwijzend personeel;

* RL10 (payroll systeem) : mainframe programma dat het salaris van de leden van het onderwijzend personeel beheert;

* FASE (Bestand van adressen en structuren van de inrichtingen) : beheert de persoonlijke gegevens en de structuur van de inrichtende machten, van de schoolinrichtingen en hun vestigingsplaatsen, voor het geheel van de netten, onderwijsniveaus en -types, met inbegrip van de PMS-centra, de internaten en diverse inrichtingen in verband met het onderwijs;

3° de databanken ontwikkeld vanaf communicatie- en navigatiegegevens, behaald in het kader van de verwerking van digitale ruimtes bedoeld in artikel 4, § 1, van het decreet digitaal bestuur.

De Minister van Leerplichtonderwijs is bevoegd om de bovenvermelde lijst van databanken aan te passen aan toekomstige ontwikkelingen.

Art. 4. § 1. De gegevens die door de diensten van de Regering moeten worden doorgegeven aan de scholen bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid, van het decreet digitaal bestuur, zijn deze die nodig zijn voor de consolidering van de informatie die wordt uitgewisseld door middel van de digitale ruimte bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, van het decreet digitaal bestuur en de uitvoering van deze uitwisselingen.

Deze gegevens omvatten :

1. de gegevens met betrekking tot de structuur, de omkadering en de schoolbevolking, met zowel de kwantitatieve als kwalitatieve elementen die de structuur, de omkadering en de schoolbevolking van de school beschrijven;

2. de variabelen met betrekking tot de leersystemen met het geheel van de variabelen, rekening houdend met de eigenschappen in verband met de kennis en de competenties van de leerling en de behaalde getuigschriften;

3. de variabelen met betrekking tot het schoolklimaat, rekening houdend met de kenmerken gebonden aan het schoolklimaat;

4. de variabelen met betrekking tot de collectieve dynamiek, met het geheel van de variabelen rekening houdend met de kenmerken gebonden aan het personeel van de school;

5. de variabelen met betrekking tot het traject van de leerlingen met het geheel van de variabelen rekening houdend met de eigenschappen gebonden aan de tijdstrajecten van de leerlingen in hun schooltraject;

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2021/34482]

22. APRIL 2021 — Erlass der Regierung zur Festlegung des Lehrprogrammes Landwirt/in (A30/2021)

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, Artikel 2;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 4;

Aufgrund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 22. Dezember 2020;

Aufgrund des Vorschlags des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 5. Januar 2021;